ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Adopté

AMENDEMENT

N° AS1604

présenté par
M. Neuder, rapporteur

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 18, insérer l'article suivant:**

Le dernier alinéa de l'article L. 324-1 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ces dispositions organisent notamment la prescription des actes et prestations dispensés à l'assuré au moyen d'un ordonnancier bizona, en veillant à ce que la prescription soit effectuée par défaut dans la partie de l'ordonnancier régie par le droit commun en matière de remboursements de sécurité sociale et, par exception, dans la partie de ce document ouvrant droit à une prise en charge intégrale par la sécurité sociale, de droit pour les seuls les actes et les prestations directement en lien avec l'affectation de longue durée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La revue de dépenses Igas/IGF sur les affections de longue durée (ALD) publiée en septembre dernier souligne que des économies importantes seraient possibles (de l'ordre de 150 millions d'euros) en assurant le respect des règles régissant l'ordonnancier bizona prévu pour les personnes en ALD. Selon ces règles, doivent être prescrits sur la partie haute de l'ordonnancier les seuls actes et prestations en lien direct avec l'ALD, pris en charge à 100 % par la sécurité sociale. Les autres actes, produits et prestations doivent être prescrits sur la partie basse, et remboursés aux taux applicables à l'ensemble des assurés sociaux.

La structuration actuelle de l'ordonnancier bizona ne facilite pas le respect de cette règle. En effet, c'est la partie haute qui s'affiche par défaut au praticien qui effectue sa prescription. Il peut donc être incité à remplir spontanément cette partie haute, alors qu'il aurait fallu la laisser vide, ou ne pas tout y mettre.

Il importe donc d'oeuvrer en faveur d'un meilleur respect de l'ordonnancier bizona. C'est l'objet du présent amendement, qui dispose que les règles définies au niveau réglementaire sur la suppression ou la limitation de la participation des assurés en ALD prévoiront une inversion de l'ordonnancier bizona, la partie « remboursements dans le droit commun » s'affichant par défaut. Cette

modification incitera les médecins à mieux interroger l'articulation de leur prescription entre ces deux parties.